

Loi « Blanquer » : mieux collaborer avec les acteurs éducatifs locaux

Publié le 30/08/2019 • Par Auteur associé • dans : [France](#), [Opinions](#)



Après quelques ajustements issus des débats au Parlement, la rentrée scolaire 2019 se décline sous l'égide de la nouvelle loi pour l'école de la confiance, dite loi "Blanquer".



Rozenn Merrien

présidente de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes

Après quelques ajustements issus des débats au Parlement, la rentrée scolaire 2019 se décline sous l'égide de la nouvelle loi pour l'école de la confiance. Avec l'évolution de l'âge de l'instruction obligatoire dès 3 ans, la loi affirme la qualité et l'importance de l'école maternelle dans la

construction et le développement du jeune enfant. Sans constituer une évolution significative quant au nombre d'enfants scolarisés, les impacts de la scolarisation des 3-6 ans sur les villes et les établissements publics de coopération intercommunale sont cependant réels, d'un point de vue organisationnel et financier. Les équipes au niveau local trouvent les solutions et les propositions adaptées pour mettre en œuvre cette disposition dans des conditions respectueuses du rythme de vie des enfants et de l'organisation des familles. Et les élus n'ont d'autre choix que d'intégrer dans les budgets locaux les conséquences financières de cet abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire bénéficiant largement au financement des écoles privées, sans la compensation promise et attendue de l'Etat.

L'impulsion renforcée dans la collaboration enseignants-agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles est à souligner comme un marqueur important de la reconnaissance de l'efficacité des coopérations territoriales. La mise en œuvre de temps de formation partagée doit contribuer à renforcer la qualité des transitions et la cohérence des interventions au sein des membres de la communauté éducative et des agents territoriaux. L'Etat légitime ainsi la création d'espaces et de temps communs entre les acteurs éducatifs et doit s'ancrer dans cette voie avec les autres acteurs du secteur.

En complément de la loi pour l'école de la confiance, le ministère inscrit dans la circulaire de rentrée ses engagements pour l'école inclusive. S'il y affirme la nécessaire collaboration entre les équipes de l'Education nationale et le secteur médicosocial, aucune mention n'est faite des collectivités locales... Pourtant, leurs initiatives permettent la mise en

œuvre de projets d'inclusion adaptés, centrés sur les besoins des publics, les contraintes et ressources locales. Lors de son dernier congrès, l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (Andev) a valorisé l'engagement quotidien des communes pour une éducation réellement inclusive. Parce qu'elle est une opportunité pour tous, les acteurs doivent changer de regard sur le handicap et l'altérité, en prenant également en compte les enfants en situation de fragilité sociale ou allophones.

Si la circulaire entend donner l'élan nécessaire, il faudra y associer les moyens financiers et humains correspondants. Alors que son champ d'intervention reste limité au temps scolaire, l'association des collectivités locales permettrait la coconstruction de projets sur tous les temps de vie de l'enfant, à partir des actions déjà engagées territorialement. Au-delà de la mise en application de prescriptions descendantes, l'école de la confiance ne peut se construire qu'à travers l'exemplarité d'un dialogue national entre les acteurs dont les collectivités, familles et enseignants ne peuvent être écartés. L'Andev agit pour leur mise en réseau, car faire seul n'est pas une alternative, au vu des enjeux actuels du service public d'éducation en termes de mixité et de réduction des inégalités sociales et territoriales.

L'Etat doit donc soutenir et s'inscrire au sein des alliances territoriales, reconnaître l'engagement des acteurs éducatifs afin de valoriser les initiatives et l'innovation au service d'une ambition commune et concertée créant les conditions de la réussite pour tous.

RÉFÉRENCES

- [Loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance](#), dite